

## **Programme de travail 2015-2019 de la FSESP Adopté par le Comité exécutif les 4-5 novembre 2014**

### **1) Introduction**

Le Congrès a adopté un ensemble ambitieux d'objectifs et de politiques pour instaurer *Une Autre Europe* dans l'intérêt de nos membres, des travailleurs, de nos familles et de nos communautés. Pour y arriver, il sera crucial de renforcer les syndicats et de travailler ensemble. Le programme de travail de la FSESP arrête un cadre pour la planification et la coordination des activités destinées à mettre en œuvre les résolutions du Congrès - qui définissent les grands axes de notre action sous la bannière « Construire une autre Europe » - par des activités et objectifs concrets.

Le tableau en annexe donne un aperçu de ce que nous – la « communauté de la FSESP » - voulons réaliser dans les prochaines années et comment nous voulons y arriver, en travaillant ensemble et en coordonnant nos activités. Il s'efforce en particulier de montrer les liens existant entre l'action "horizontale" et l'action "sectorielle", et entre les enjeux européens et mondiaux. Le programme de travail est plus précis s'agissant des domaines d'action dont nous savons qu'ils seront au centre de notre activité pendant la première moitié de l'intercongrès (mi 2014 à fin 2016) et nous mettons l'accent ci-dessous sur quelques "thèmes essentiels". Construire une « autre Europe » et augmenter notre nombre d'adhérents constituent nos priorités. Fin 2016/début 2017, le Comité exécutif – qui est chargé de surveiller et de superviser le programme de travail - fera le point sur les progrès réalisés et envisagera la planification de la deuxième partie de l'intercongrès.

Il faut avoir à l'esprit que nous devons peut-être adapter le programme de travail à la lumière de l'évolution de la situation et pour répondre à des programmes extérieurs (par exemple à la lumière du prochain programme de travail de la nouvelle Commission européenne).

Le programme de travail doit être lu en parallèle aux programmes relatifs à l'égalité hommes-femmes et à l'action sectorielle.

### **2) Thèmes essentiels pour la période allant de la mi 2014 à la fin 2016**

Les domaines suivants figurent en bonne place dans le programme :

- Gouvernance économique: Ici, nous allons développer notre capacité à influencer le processus de gouvernance européenne et à intervenir, aux côtés de nos affiliés, sur les points du Semestre européen qui nous intéressent. Concrètement, cela suppose d'apporter notre contribution à l'Examen annuel de la croissance et de suivre et réagir aux Recommandations par pays ayant un impact sur nos affiliés, surtout en nous efforçant d'obtenir un renoncement à l'austérité au profit du type du programme européen coordonné d'investissement qui générera des emplois et contribuera à favoriser une reprise économique solide.
- Accords commerciaux: L'objectif poursuivi par la FSESP ainsi que par la CES s'agissant des accords commerciaux consistera à en exclure totalement les services publics, à faire en sorte qu'ils ne comportent pas de mécanismes de Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) et à obtenir un chapitre sur le travail qui lie les parties. La FSESP est vivement préoccupée par le fait que cette nouvelle génération d'accords commerciaux sape la démocratie nationale et locale et n'apporte pas d'améliorations

concrètes pour des services publics de qualité ni pour les droits des travailleurs. Nous poursuivons notre mobilisation pour l'exclusion des services publics des accords commerciaux bilatéraux négociés par l'Union européenne (TTIP, AECG) et, avec l'ISP, de l'Accord multilatéral sur le commerce des services (ACS).

- Services sociaux: Le Comité exécutif a proposé au Congrès une résolution spécifique sur les services sociaux pour rendre compte de l'importance stratégique de ce secteur en plein essor. Un soutien en personnel supplémentaire est prévu pour développer l'action relative aux services sociaux afin de rehausser le profil de la FSESP dans ce secteur et de mettre en pratique la résolution et les activités dont seront chargés ensemble les Comités permanents SSS et ALR. Un de nos objectifs fondamentaux à cet égard est de démontrer que la FSESP est l'organisation représentative de tous les syndicats européens des travailleurs des services sociaux, quel que soit leur employeur.
- Droits syndicaux:
  - La priorité est toujours de s'opposer aux employeurs et aux gouvernements qui violent les droits syndicaux. Renforcer notre capacité de solidarité pour défendre les travailleurs du service public et améliorer les droits syndicaux est une tâche essentielle.
  - Nous ferons pression pour obtenir une directive européenne qui étende les droits à l'information et à la consultation à tous les travailleurs, quelle que soit la nature de leur employeur.
  - Nous coopérerons avec le Centre de Turin de l'OIT afin de soutenir les droits syndicaux, et en particulier les droits de la négociation collective, en Europe orientale.
  - Nous allons continuer à renforcer le dialogue social dans nos secteurs. L'évaluation du dialogue social réalisée en 2012 a montré un soutien substantiel pour cette action, y compris dans des pays extérieurs à l'Union européenne. Il faut un meilleur engagement des employeurs, de même qu'une amélioration du suivi et de la mise en œuvre au niveau national de nos positions et accords européens. Nous continuerons à assurer le suivi et l'examen du processus et de ses résultats pour faire en sorte qu'il produise des résultats tangibles et pertinents à l'échelon national. Au cours du prochain intercongrès, et compte tenu de l'évaluation de 2013, cela nécessitera de mettre davantage l'accent sur la santé et la sécurité et les autres matières liées au lieu de travail. Il faudra aussi s'efforcer d'améliorer la coordination entre les différents secteurs.
- Directive sur le temps de travail: Nous allons nous préparer en vue de la proposition de révision de la Directive sur le temps de travail attendue de la Commission européenne. Notre but est d'élaborer une stratégie anticipée pour réagir à tout ce que pourrait proposer la Commission en termes de contenu et de processus et réaffirmer nos objectifs s'agissant de la clause dérogatoire, des astreintes au travail, du repos compensatoire, des travailleurs autonomes et des contrats multiples, en faisant ainsi en sorte que tous les travailleurs bénéficient d'une protection maximale en matière de temps de travail et de périodes de repos adéquates.
- Droit à l'eau: La FSESP va assurer le suivi de la communication de la Commission sur l'Initiative citoyenne européenne "L'eau et l'assainissement sont un droit humain ! L'eau est un bien public, pas une marchandise !" COM (2014) 177 final, de mars 2014. Notre objectif consiste toujours à obtenir une législation qui concrétise le droit humain à l'eau. Il s'agira notamment d'agir auprès du Parlement européen pour qu'il publie un "rapport d'initiative" sur le droit humain à l'eau et contribue à la consultation du Parlement européen en cours sur l'eau potable. Il faudra aussi une action "défensive" pour empêcher des initiatives de la Commission qui aillent dans le mauvais sens, par exemple en incluant les "services d'environnement" dans les accords commerciaux.

Les budgets annuels adoptés par le Comité exécutif en novembre reprennent le détail des activités de l'année (pour le budget 2015, voir le point 5.c) et le rapport d'activité annuel revient sur la manière dont les activités de la FSESP ont été menées et sur les résultats obtenus (rapport 2014 à suivre).

### **3) Augmentation des effectifs et syndicalisation**

Bien que les possibilités de nouveaux recrutements en Europe soient relativement limitées pour la FSESP (et pour l'ISP), nous devons veiller à ce que tous les syndicats susceptibles de s'affilier le fassent. La FSESP devrait donner la priorité à certains pays où nous sommes mal représentés, comme la Pologne et la Slovaquie, à certains groupes professionnels et secteurs dans lesquels nous devrions rehausser notre profil et à des organisations syndicales qui amélioreraient la représentativité de la FSESP. Le Secrétaire général et la direction de la FSESP vont également visiter le collège électoral Russie-Asie centrale pour rencontrer des affiliés et des affiliés potentiels, et pour poursuivre la discussion sur les points de notre programme de travail qui les intéressent.

Pour renforcer les syndicats et relever les taux de syndicalisation dans nos secteurs, il est essentiel que tous les affiliés organisent et recrutent de nouveaux travailleurs. Nous aiderons nos affiliés à recruter des adhérents et les conserver par des échanges d'informations et une éventuelle coordination de campagnes à l'échelon du secteur (celui des services sociaux par exemple) et/ou au sein d'entreprises multinationales. Le programme de travail détaille les activités de syndicalisation prévues.

### **4) Communications**

Nous allons élaborer une stratégie médiatique qui précise comment nous communiquons et à quelle fin - quelle est l'audience-cible et comment nous pouvons l'atteindre au mieux - et quelles sont les ressources à y affecter. Cette stratégie médiatique générale doit aussi arrêter notre démarche vis-à-vis des réseaux sociaux et définir les critères précis de ce qu'est véritablement une campagne, comme l'Initiative citoyenne européenne (ICE) pour le droit à l'eau, et ce qu'est une activité nécessitant une série d'initiatives de plus petite dimension, comme la campagne sur la fiscalité. La FSESP se dotera d'un nouveau site Internet entre les mois de septembre 2014 et avril 2015; il offrira plus de souplesse dans le soutien aux thèmes et campagnes et facilitera l'utilisation des médias sociaux.

### **5) Ressources**

Les ressources humaines et financières de la FSESP sont limitées et servent en grande partie à couvrir les frais de personnel et les dépenses inhérentes au statut d'organisation européenne (salles de réunion, interprétation et traductions). Afin de s'assurer que le Comité exécutif soit bien informé quant à l'utilisation de nos ressources et puisse dresser un ordre de priorité des activités, nous allons rendre plus clair le projet de budget annuel qui est présenté au Comité exécutif. Le programme de travail indique aussi à qui incombe la responsabilité budgétaire de chaque poste en particulier.

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>1</sup> et financement / budget
<b>Promouvoir des services publics de qualité (SPQ)</b>			
Une autre politique commerciale (2) 15 + (16)	Influencer les accords commerciaux de l'UE pour en exclure les services publics et faire respecter les normes sociales (AECG, TTIP)  Contribuer à l'action de l'ISP sur les accords plurilatéraux / multilatéraux (ACS) <i>(priorité 2014-2015)</i>	Action dans le réseau des services publics <ul style="list-style-type: none"> <li>• activité commune avec le CSEE/Autrichiens, janvier 2015</li> </ul> Coopération avec l'ISP <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommet de l'ISP sur le commerce, Washington, septembre 2014, atelier sur l'ACS, octobre 2014</li> </ul>	Réseau des services publics (ad hoc) - Coordination avec CSEE / ISP / organisations de la société civile
Des marchés publics durables (2) 10 +++	Influencer l'application des Directives européennes sur les marchés publics Clauses sociales (OIT C94)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Guide sur les marchés publics / activités incluant notamment des plans d'action pour favoriser l'application (2015-2016). Notre objectif, ici, est d'aider les membres de la FSESP à utiliser les nouvelles dispositions qui renforcent les possibilités de marchés publics davantage fondés sur la qualité, de recourir aux conventions collectives et aux restrictions à la sous-traitance. Plus de la moitié des marchés publics visent le niveau local. Les nouvelles directives affirment aussi le droit à l'organisation interne / l'offre directe de services publics, ce qui, avec le fait que les directives mettent davantage l'accent sur la qualité, devrait concourir à ce qu'aucun pouvoir public n'utilise les marchés publics pour les mauvaises raisons.</li> </ul>	ALR + NSDPP (réseau des marchés publics durables) / Eurocities / CCRE
Suivi et démonstration des SPQ (2) (19)	Souligner les inconvénients de la privatisation / l'externalisation / des PPP et donner des exemples d'innovation	Bulletin d'information / mises à jour régulières de recherches, mieux utiliser les nouvelles recherches et veiller à ce que les affiliés y aient accès pour appuyer leurs	Réseau des services publics (ad hoc)

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
	dans le secteur public Renforcer la visibilité des revendications et réalisations de la FSESP Coordination des actions des affiliés	campagnes nationales/locales, comme par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pourquoi nous avons besoin de dépenses publiques</li> <li>○ Rapport sur l'efficacité</li> <li>○ Indicateurs de qualité</li> </ul> Renforcer la coopération sur les services publics avec les FSE, la CES, l'ISP et des ONG ( <i>exemple de la coopération actuelle sur le TTIP</i> )	Coordination avec l'ISP / affiliés du PSIRU
	Examiner les aspects de la remunicipalisation liés à l'emploi	Contribuer avec l'ISP à la Journée annuelle des services publics des Nations unies Étudier, avec la nouvelle Commission et le Parlement européen, la possibilité de nouvelles initiatives européennes pour promouvoir des SPQ  Poursuivre les échanges ALR <i>Participer à la conférence de janvier 2015 avec TNI/opérateurs de l'eau allemands</i>	ALR/ Utils Coordination avec PSIRU
Une administration publique de qualité (10) (11)	Faire pression pour une administration publique de qualité à tous les niveaux	Promouvoir un accord sur un cadre de qualité pour une administration de qualité <i>Projet de dialogue social actuel pour influencer l'accent mis ces trois dernières années par le Semestre européen sur la "modernisation de l'administration publique".</i> Mettre à profit l'action menée par la FSESP et l'ISP sur la lutte contre la corruption	Projet de l'Union européenne NEA / ALR  FSESP / ISP
<b>Renforcer les droits des travailleurs</b>			
Renforcer les droits des travailleurs (3) par	Mieux utiliser les instruments légaux pour appuyer les droits des travailleurs (Union	Actualiser les connaissances (Étude 2007 FSESP/ETUI sur les droits syndicaux dans le secteur public	Coordination avec l'ISP

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
l'organisation et la négociation collective dans les secteurs de la FSESP	européenne, Conseil de l'Europe, OIT)	Mettre en œuvre le projet 2015 de l'OIT Turin sur les droits des travailleurs et les droits syndicaux en Europe orientale (y compris la Convention 151 de l'OIT).	Budget OIT
	<p>Étendre les droits à l'information et à la consultation à tous les travailleurs de l'Union européenne (priorité 2014-2015)</p> <p>Coordination des politiques de négociation collective</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Temps de travail</li> <li>• Lutter contre le travail précaire (bas salaires, contrats aléatoires, dumping social)</li> <li>• Réaffirmer les principes directeurs salariaux; politique de salaire minimum</li> </ul>	<p>Faire pression sur la Commission, le Parlement européen et travailler avec la CES pour obtenir un programme social européen</p> <p>Préparer la révision de la Directive européenne sur le temps de travail et aborder l'ensemble de la question de la durée du travail (priorité 2014-2015). Mener une réflexion sur l'évolution de la durée du temps de travail</p> <p>Coopération avec la CES, les FSE (projet avec les FSE sur le travail précaire 2015-2016; projet avec l'ETUI en 2015 sur la négociation collective)</p>	<p>Travail collègue NEA</p> <p>Conférences sur la négociation collective / réseau / Comités permanents Groupe ad hoc sur la durée du travail, réseau négociation collective</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la qualité de l'emploi, en particulier la santé et la sécurité</li> <li>• Égalité hommes-femmes</li> </ul>	<p>Promouvoir des initiatives sur la santé et la sécurité en tenant également compte de ce que pourrait contenir la stratégie européenne en matière de santé et de sécurité</p> <p>Échanges sur l'objectif d'égalité de salaire</p>	<p>Soutien d'un ou plusieurs affiliés</p> <p>Comités permanents /CES</p>
	<p>Renforcer le dialogue social et le lier à la négociation collective</p> <p>Créer des comités d'entreprise européens (CEE)</p>	<p>Assurer le lien avec les éléments pertinents du programme de travail sur le dialogue social intersectoriel (2015-2017)</p> <p>Projet avec Syndex pour la formation des membres des CEE (2015/2016)</p>	<p>Utils</p> <p>Utils / SSS</p>

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
		Cibler les entreprises de services sociaux / firmes de gestion des déchets	
	Développer les accords transnationaux	Projet avec la CES/les FSE 2015/2016	CES
	Influencer les entreprises mondiales avec l'ISP	Contribuer aux travaux de l'ISP sur les fonds de pension	ISP/affiliés
<b>Une autre politique économique</b>			
Finances publiques et politique économique (4)	S'opposer à l'austérité et réclamer davantage d'investissement public (et privé), en particulier dans les infrastructures sociales ainsi que dans l'enseignement et les compétences	Contribution à l'Examen annuel de la croissance de l'Union européenne, aux Recommandations par pays et au Semestre européen. Mettre l'accent sur la négociation dans le secteur public, les salaires, l'investissement dans les services publics et la modernisation de l'administration publique/des systèmes de santé) dans le cadre du plan d'investissement de la CES. Agir avec les FSE, la CES pour garantir une dimension de service public; participation aux délégations de la CES (échelon macroéconomique) Projet 2014-2015 avec l'EAPN sur les Recommandations par pays Améliorer le cadre légal européen (ex.: la clause de progrès social de la CES, le mandat de la Banque centrale européenne, l'utilisation de l'article 2)	Groupe de politique économique ad hoc  Groupe de politique économique, affiliés nationaux
Dette publique (13)	Examiner la possibilité d'une participation aux Audits citoyens nationaux de la dette publique  Réclamer des régimes fiscaux équitables (Charte de la FSESP pour la justice fiscale)	Expliquer le processus des audits de la dette  Demander un groupe de politique fiscale de la CES	NEA Coordination avec la CES Coopération avec l'ISP

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
Démocratie (14)	Réforme des traités / Convention	Réfléchir à une contribution de la FSESP à de possibles revendications de la CES  Investissement dans les services (plan d'investissement de la CES (priorité 2014-2015);	Coopération avec la CES, la société civile
Chômage des jeunes (16), (18)		garantie pour les jeunes, apprentissage dans les secteurs de la FSESP (projet CES pour la jeunesse 2015)	CES, Comités permanents, tous les comités de dialogue social / réseau Jeunesse
<b>Prévenir et atténuer les effets du changement climatique</b>			
Changement climatique (5),(2), (4),( 12)	Réduire les émissions de CO <sub>2</sub> "Transition juste" et rôle des services publics dans l'adaptation (préparation à la contribution à l'évaluation de la Commission européenne en 2016 et 2017) Promouvoir l'investissement dans l'adaptation (et l'atténuation) : objectifs contraignants ambitieux Continuer à soutenir la Spring Alliance et d'autres initiatives pour des objectifs contraignants, énergies renouvelables, efficacité énergétique, réduction des émissions de CO <sub>2</sub>  Promouvoir le programme "Au-delà du PIB"	Politique sectorielle (énergie, eau) Contribution à la Conférence des Nations unies de Paris, en 2015, qui révisera l'Accord de Kyoto Mobiliser sur le lieu de travail pour des objectifs clés en 2015 dans l'Union européenne et en Russie Unions4ClimateAction  Renforcer les activités sur le lieu de travail (échange de bonnes pratiques)  Discuter avec l'ETUI d'une éventuelle conférence de suivi à la conférence "Au-delà du PIB" de 2012	Utils, CES Avec l'ISP pour d'autres pays, par exemple les États-Unis, la Chine  Tous les secteurs/Comités permanents Conférence/résea u sur la négociation collective



Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
<b>Égalité de droits pour les migrants</b>			
Droits des travailleurs migrants (6), (3), (7)	Égalité de droits pour les migrants Programme d'organisation	Renforcement / mise en œuvre du cadre légal européen et des conventions 97, 143, 189 de l'OIT et accès aux services publics  Élargir le projet Euromed aux travailleurs migrants des services et aux droits de l'homme	NEA, ALR Coopération avec la CES, l'ISP  NEA, ALR + dialogue social
<b>Égalité</b>			
Égalité hommes-femmes, discrimination (7)	Salaire égal pour un travail d'égale valeur Écart entre les pensions Intégration de la problématique hommes-femmes Appliquer l'objectif de l'égalité salariale  Développer la perspective du temps de travail sur la durée de vie  Lutter contre la violence Travail/vie de famille - garde d'enfants, services aux personnes âgées	Renforcement / mise en œuvre du cadre légal européen et des conventions de l'OIT Bulletin d'information de la FSESP ? Actualisation de l'étude sur la mise en œuvre de l'objectif de l'égalité salariale  Suivi des principes directeurs sur la violence des tiers  Réclamer des investissements dans la garde des enfants et les services aux personnes âgées	Tous  Comité de l'égalité des sexes, conférence/réseau sur la négociation collective  SSS/ALR/CES
<b>Action sectorielle</b>			
Des services sociaux	Le renforcement du secteur des services	Plan de travail sectoriel	SSS/ALR

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
pour tous (8) (17)	sociaux est une priorité essentielle de la FSESP pendant cet intercongrès et impliquera de mettre davantage l'accent sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la négociation collective et le dialogue social (et évaluer PESSIS)</li> <li>• Investir dans la garde des enfants et les services aux personnes âgées</li> <li>• Qualité de l'emploi et attrait du secteur</li> <li>• Recrutement et organisation</li> </ul>		
Administration nationale et européenne (9)	Information et consultation (Re)construire l'État-providence Taxe sur les transactions financières / suppression des paradis fiscaux/fraude fiscale Rôles des travailleurs de salle de marchés et d'arrière-guichet; rôle réglementaire Décentralisation	Plan de travail sectoriel	NEA
Administration locale et régionale (10)	Remunicipalisation Renforcement des capacités en Europe orientale "Villes intelligentes" Santé et sécurité Finances locales Restructuration Marchés publics durables	Plan de travail sectoriel	ALR

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
Services sociaux et de santé (11)	Niveaux d'effectifs sûrs Continuité des soins et services intégrés Santé et sécurité Marché du travail européen dans la santé - mobilité, migration, qualifications Contribution à l'initiative des FSE sur la réglementation des agences de recrutement (code OMS) Paquet investissements sociaux (y compris les systèmes de protection sociale)	Plan de travail sectoriel	SSS
Entreprises de service public (12)	Eau : ICE (2014-15) et lutter contre la privatisation de l'eau Feuille de route pour l'énergie 2050 Directive-cadre sur les déchets Droit à l'énergie	Plan de travail sectoriel	Utils
<b>Construire et renforcer la FSESP en tant qu'organisation</b>			
Construire une autre Europe (1) 5,10,11 (17), (8)	Implication des affiliés à tous les niveaux et dans tous les pays et renforcement des liens entre les niveaux local, national, européen et mondial	Programme(s) de travail de la FSESP Coopération FSESP/ISP Réexamen de la fusion FSESP-ISP (discussion au Comité exécutif en novembre 2014 et au printemps 2015) Le Secrétaire général et la direction de la FSESP vont également visiter le collège électoral Russie-Asie centrale pour rencontrer des affiliés et des affiliés potentiels, et pour poursuivre la discussion sur les points de notre programme de travail qui les intéressent.  Renforcer l'engagement des membres dans les campagnes et activités de lobbying de la FSESP, par exemple en	Comité exécutif, Comités permanents, Comité de l'égalité des sexes, réseaux, collèges électoraux

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
		indiquant plus clairement (par exemple dans les notes de couverture du Comité exécutif) ce qu'on attend des syndicats affiliés.	
	Améliorer le recrutement et la rétention des affiliés de la FSESP/ISP	Élaborer un plan d'action avec l'ISP; préciser les zones de recrutement de la FSESP et l'ISP et envisager l'opportunité et/ou la manière de cibler des pays (la Pologne par exemple), des secteurs (les services éducatifs par exemple) et/ou des groupes professionnels en particulier.	Tous
	Engagement (des affiliés) dans le recrutement et la rétention des travailleurs, au "renouveau" syndical et à la mise en place de structures éthiques et démocratiques  Accent sur l'élargissement du domaine des services sociaux ( <i>priorité 2014-15</i> )  Améliorer la communication	Échange de bonnes pratiques en matière de renouveau syndical et de nouvelles façons de travailler ; cartographier l'effectif potentiel Projet ETUI 2015 pour l'échange de bonnes pratiques, focus 2015/2016 sur les jeunes/services sociaux 26-29 janvier 2015  Regrouper les contributions au Congrès  Affecter davantage de ressources humaines aux services sociaux Explorer les possibilités de faire campagne pour l'amélioration de la qualité du travail du personnel soignant  Élaborer la stratégie de communication de la FSESP (première présentation au Comité exécutif en novembre 2014) • Planification des médias • Étudier les médias sociaux • Étendre la couverture des bulletins d'information de la	Affiliés (identifier les membres) et travailler avec le Secrétariat de la FSESP pour recruter  Affiliés de la FSESP

Domaine d'action (en rapport avec les résolutions du Congrès)	Quels sont nos objectifs ? Que voulons-nous obtenir ?	Que ferons-nous pour atteindre nos objectifs ? Quels sont les instruments et le calendrier ?	Principal responsable <sup>i</sup> et financement / budget
		FSESP <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rendre compte des activités de la FSESP sur le site</li> <li>• Développer un nouveau site Internet</li> </ul>	Secrétariat de la FSESP

---

<sup>i</sup> Les principales responsabilités politiques au sein du Secrétariat de la FSESP sont réparties comme suit : supervision générale : Jean William Goudriaan ; services publics, questions commerciales : Penny Clarke ; gouvernance économique, négociation collective et recherche : Richard Pond ; communications, lobbying et jeunesse : Pablo Sanchez ; administration nationale, impôts et migration : Nadja Salson ; administration locale et régionale et égalité hommes-femmes : Christine Jakob ; entreprises du service public, changement climatique et CEE : Jerry van den Berge ; services sociaux et de santé : Mathias Maucher (avec Christine Jakob pour les services sociaux).